



Besançon le 5 décembre 2017

Délégations élues au CTT de Franche-comté
SNPES-PJJ/FSU et CGT-PJJ

À

M. HOUDAYER
Directeur territorial Franche-Comté

Face à un climat social et professionnel désastreux, où la parole des représentant-es des personnels n'est plus entendue et où un mépris des agents et des fonctionnaires est érigé en dogme par notre gouvernement (questions statutaires, salariales, indemnitaires, PPCR, jour de carence, CSG...), n'envisageant le service public que sur le seul versant du coût budgétaire, nous avons décidé de boycotter le CTT, incarnation d'un dialogue social inexistant.

Les orientations décidées nationalement, non seulement ne répondent pas aux problèmes fondamentaux de prise en charge des adolescent, mais réduisent aussi toute possibilité de moyens individualisés et adaptés aux situations que nous rencontrons. Les équipes se sentent totalement dessaisies de toute réflexion globale partagée sur le territoire et leurs remarques semblent rester lettre morte de façon permanente (locaux, déficit de solutions d'hébergement, véhicules, moyens humains, hébergement diversifié ...) au profit de critères de gestion déconnectés du terrain (« reporting chiffré », congés, GAME , normes ...)

Les remarques régulières , culpabilisantes et déplacées faites aux agents sur "leur manque d'organisation" qui expliquerait certains manquements ne font que renforcer ce sentiment d'isolement et d'incompréhension

Nos organisations lancent par ce boycott un cri d'alerte sur les conditions de travail des agents et le mépris qu'ils ressentent de la part d'une administration déconnectée du terrain et méprisante, qui n'offre plus aucune garantie de santé-sécurité au travail pourtant affichée en blason par notre administration.

Avec une ministre qui ne semble pas savoir que la PJJ existe, une directrice nationale qui prétend « ne pas avoir de feuille de route » et méprise les CAP, une DIR Grand-Centre qui tire sur la corde à chaque occasion et les DT qui renvoient les responsabilités à l'étage supérieur, comment croire aujourd'hui à « un dialogue social de qualité » ?

Les délégations territoriales
du SNPES-PJJ/FSU et de la CGT-PJJ